

Le Huchoèr

N°4

Organe du Collectif Libertaire Breton Huch !

1,5 €



La Coordination
Bretagne
Indépendante
et Libertaire est née !

Une continuité historique

Un courant libertaire spécifiquement breton existe depuis le début du 20ème siècle. Émile Masson fut, en quelque sorte, le pionnier de cet élan tendant à joindre les idéaux libertaires et la question nationale bretonne. Fervent défenseur de la langue bretonne celtique, Masson créa dans cette langue la revue Brug afin de faire passer les idées libertaires au sein de la population bretonne. L'auteur de *La Bretagne et le Socialisme* a combattu à sa manière, sa vie durant, pour que l'identité bretonne aie un jour la possibilité de s'épanouir dans une société libertaire.

Il fallut attendre les années 70 pour que ce courant voit le jour de manière organisationnelle : ce fut Stourm Breizh. Dans les années 90, Fulor et le Réseau Autonome de Bretagne prirent le relais puis, plus récemment ce fut au tour de Breizh Etrevroadel.

Après plusieurs mois de rencontres et d'échanges entre divers groupes (organisés ou pas) et des individuEs, la nécessité de faire entendre la voix libertaire bretonne s'est fait sentir. La Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire est née de cette volonté commune de dire merde au Capital et à l'État tout en conservant et défendant notre spécificité bretonne. La CBIL rassemble des collectifs locaux et des individuEs répartis aux quatre coins de la Bretagne.

Longue vie à la CBIL ! Bevet Breizh Dieub ha Diveliour !



MAD

Le Huchoèr (le porte-voix en gallo) est la feuille de choux intemporelle de Huch!, collectif anarcho-independantiste rennais.

Huch! est membre de la Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire.

Contact : le_huchoer@hotmail.com

http://www.geocities.com/huchbzh

Ont participéEs a ce numéro : Corbo, Emma Hillson, OLC, Mister AD, LF, [IÃN], FabrIs IskIs, Larmes-O-Point.





Les Hucheurs(ses) parlent aux hucheurs(ses)

Principales résolutions du Collectif Libertaire Breton

- **Contre les récupérations de l'extrême droite et du Capital** en affirmant une présence libertaire dans le milieu breton. Nous estimons cette présence indispensable pour faire entendre un autre son de cloche, une autre façon de voir. A l'heure où des phénomènes du type Vlamms Block ou Ligue Lombarde ont le vent en poupe il est urgent de proposer un autre projet de société prenant en compte les identités nationales. Nous sommes bien conscients qu'à travers le discours " régionaliste " ADSAV ou autres nervis neo nazis opportunistes ont trouvé un thème porteur pour véhiculer leurs idées nauséabondes. A ce niveau, le combat doit se faire tant dans la rue qu'au niveau des idées! Car si les fafs ne sont pas combattus au niveau du terrain qu'ils occupent, on risque d'assister à un accaparement pur et simple de la thématique bretonne. Le discrédit jeté sur le combat des cultures minorisées se traduira alors par un rejet et une peur de la population pour cette problématique. L'équation breton = facho sera remis au goût du jour et à part les fafs et l'État français, personne n'aurait rien à gagner dans un tel scénario catastrophe. Car une partie de la population bretonne pourrait très bien être séduite par les discours chauvins et xénophobes d'ADSAV et autres MRB. Cette possibilité est loin d'être exclue car, si l'électorat d'extrême droite est assez discret en Bretagne c'était jusqu'il y a peu, sur une extrême droite française que les votes se portaient. Depuis l'émergence d'une extrême droite clairement bretonne dans son discours, bien malin celui qui pourrait deviner son impact électoral dans les prochaines années. Si l'électorat breton ne succombe pas facilement aux sirènes françaises, il n'est pas exclu que des thèmes bretons soient plus séducteurs. Il y a donc du boulot en perspective pour contre ce raz de marée brune qui déferle aux quatre coins de l'hexagone en récupérant tout ce qui se rapproche de près ou de loin aux cultures " régionales ". Voilà une bonne raison pour que des libertaires occupent le terrain, avant que la place se restreigne... Dénoncer les dérives capitalistes et fascistes au sein de la mouvance politico-culturelle bretonne est un des objectifs que se fixe HUCH ! à son modeste niveau.
- **Sortir d'un certain ghetto anar pour aller se frotter aux réalités culturelles locales.** Permettre un dialogue entre militants indépendantistes et militants anarchistes. Décloisonner les militants et, par le dialogue, tenter de se défaire de clichés réciproques. Ces deux mondes militants auraient certainement des choses à s'apporтер mutuellement s'ils prenaient la peine de mettre un instant de côté leurs a priori et leurs étiquettes. Aux anars qui nous objecterait qu'il ne faut pas se tromper de combat et qu'il y a des risques de dérives, nous répondons avec le même entrain, qu'il ne faut pas non plus se tromper d'adversaires. Le combat des cultures minorisées est bien souvent, dans leur essence, d'inspiration libertaire. Nous parlons ici du peuple ! Le peuple que l'on méprise parce qu'il parle patois, parce qu'il parle mal français, parce qu'il n'a pas la culture de l'élite parisienne ou locale. La lutte de classe c'est aussi là qu'elle se joue ! Le français et l'anglais sont les langues du Capital ! Nous refusons l'instrumentalisation d'une culture pour des motifs économiques. Actuellement, une certaine élite bretonnante à tendance à prendre la voie du libéral culturalisme et du marketing à tout va. A ce rythme, la langue bretonne va finir par être perçue comme étant une culture huppée voire élitiste. Ce n'est pas la langue bretonne qu'il faudra taxer de libérale mais bien plus certaines personnes qui, pensant sans doute bien faire, vont la mener à sa perte. Faire d'une langue un produit commercial, c'est en réalité, la mettre au tombeau car elle perd son essence, elle perd son identité car elle perd le lien populaire qui l'a fait vivre. Ceux qui veulent lustrer la langue bretonne pour qu'elle soit " vendable " ou " consommable " jouent , à leur manière un rôle de fossoyeurs. Car il est ici question des langues terreuses, des peuples terreux, des familles terreuses que l'on a montré du doigt, que l'on a vilipendé, que l'on a interdit, que l'on a cloisonné dans le silence de la honte. Honte à toi qui ne parle pas la langue des rois ! (rois médiévaux ou rois de la finance). Honte à toi qui appartient aux classes inférieures ! La langue du peuple porte en elle la misère de sa condition et le germe de la révolte. Malheur aux colons qui la verront éclore !
- **Affirmer le caractère internationaliste de notre combat.** Dans l'optique d'une société mondiale basée sur le socialisme libertaire, nous pensons qu'il est indispensable de se pencher sur la question des identités et de les prendre en compte. Nous ne voulons pas d'une Europe du fric, pas d'une Europe des régions capitalistes, pas d'une Europe des États Nations ou des États Régions ! Nous souhaitons que les peuples qui composent notre Terre aient le droit à l'autodétermination, qu'ils aient le droit de faire vivre leurs cultures et qu'ils aient le droit de dire non à l'ordre capitaliste que les élites leur impose. La lutte se mène à un niveau mondial et non pas seulement breton ou européen ! Pour l'autogestion des peuples et pour la dignité des individus ! Pour un internationalisme effectif ! Pour le socialisme libertaire !



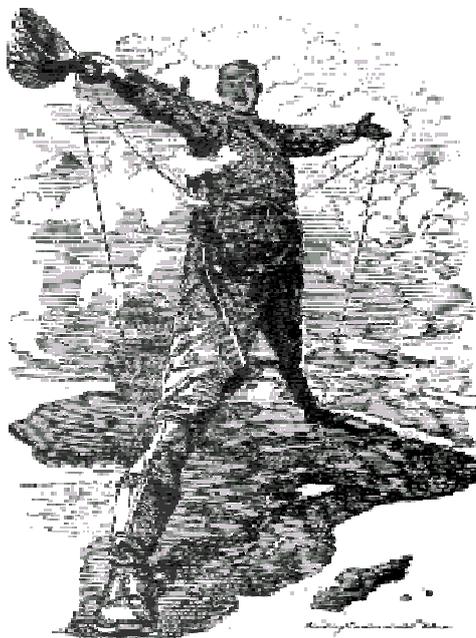
Du rayonnement culturel français, de l'ethnocentrisme et du foutage de gueule général.

“ La république respecte les différences, en même temps qu'elle les relativise. ” C'est ce que Yann-Bêr Chauvinement a déclaré aux démos basques lors de sa visitation aux indigènes à Bayonne. Mais que doit-on comprendre dans sa bouche par relativiser les différences ? Et par respect des différences ?

Acte 1 : L'euthanasie loupée de peu

Le gouvernement français, toujours à la pointe de la perfidie, à fait croire à nos grands-parents que leur promotion sociale ne passait que par le reniement pur et simple de leur outil vernaculaire, et socialement adapté à leur environnement, c'est à dire leur langue, au profit d'une autre, plus universelle : la langue des lumières (le dernier qui s'en va l'éteindra merci !). Mais, moins que la langue, c'est l'éloignement de toute structure industrielle et de prise de décision locale qui rendait, en Bretagne du moins, la population “ inadaptée ”. Le tour de passe-passe est excellent ! La langue bretonne, de fait exclue du champ du travail et de la modernité alors qu'elle aurait pu y être asso-

ciée, devient pour la population une langue qui ne sert à rien, bref une langue satellisée, régionalisée, puis folklorisée. Pour arranger le tout, à la même époque Jules Ferry en bon égalisateur peaufinait son œuvre ethnocidaire en martelant de manière plus ou moins ignoble aux petitEs bretonNEs, que leurs parents, déjà eux bien préparés psychologiquement à l'acculturation, parlaient un langage qui ne servait à



rien, voire, qui faisait “ pleurer le petit Jésus ” ! “ Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai ! Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures... ” déclarait notre bon Jules national, et ce droit a largement été utilisé en Bretagne. Le sociologue Louis Jean Calvet ne nous contredira pas : “ dans cette division manichéenne, Arabes, Basques, Bretons, Afri-

cains, Occitans, sont du même côté de la barrière, du côté des sauvages... ”.

Et les sauvages ont encore du pain sur la planche.

Acte 2 : Le mouvoir

“ Une langue se détruit d'abord dans la tête de ses locuteurs, et la destruction commence par la dévalorisation, la négation absolue : la persuasion que cela n'est même pas une langue ”

Dans la vie quotidienne, cela se traduit en France et encore au XXIème siècle, par une vision méprisante des françaisEs ou de l'acculturéE vis à vis de la langue du breton, du basque, de l'occitan.... Le discours infantilissant, humiliant est à ce point intégré par la population, que l'on a souvent l'étrange impression d'entendre l'État parler à travers elle. Mais comment peut-il en être autrement ? Le dis-

cours officiel de la république française sur la langue est justement méprisant, infantilissant... officiellement nos langues sont inutiles, régionales, traditionnelles..., ce discours s'en trouve normalisé, rabâché, puis digéré depuis la troisième république. Ces langues ne sont plus des langues comme les autres : elles sont **devenues** “ régionales ” ou traditionnelles, et, puisque devenues

(Suite page 5)



(Suite de la page 4)

régionales, elles ne deviennent pour une grande majorité des françaisEs que facultatives. L'Etat a fait son boulot et les françaisEs de toutes classes sociales, de toutes classes idéologiques le parachève, tout en minimisant l'horreur : ne passe-t-on pas le bac en breton ? A ceci Roland Breton répond : "A ce stade l'État peut même se donner le luxe d'introduire la langue en voie d'éradication, comme objet étude au niveau universitaire ou secondaire. A condition évidemment de continuer à refuser de la laisser utiliser comme moyen d'instruction au primaire, ou surtout, en maternelle". Ne refuse-t-on pas à Diwan le principe pédagogique d'immersion en maternelle et primaire ?

Nos langues crèvent à petit feu, et le gouvernement français bienveillant, ayant pratiqué l'euthanasie tout l'été, se met à accompagner le mourrant d'un air compréhensif l'hiver venu.

Le pire ? Cette politique ethnocidaire, suffisante et intolérante ose s'appeler progrès, émancipation, universalisme voire ! Un comble.

Mais à propos, à qui profite le crime ?

Acte 3 : La francophonie : machine de guerre économique

Les langues minorisées de fait, ont du céder leur place au français (en France du moins). Mais leur recul favorise-t-il la démocratie ? Que

fait la langue française de tout cet espace devenu un véritable champs libre ? et surtout où s'arrêtera-t-elle ?

Un petit tour d'horizon du budget alloué à la francophonie nous permet de nous remettre quelques idées au clair.

Le ministère des affaires étrangères ne cache même pas son ambition : " Promouvoir le rayonnement culturel (français. ndla) et la francophonie " :

Certaines priorités sont données, et entre autres choses : " Formation des élites étrangères / enseignement du français comme langue maternelle (sans pratiquer d'immersion ? Ndla)... "

Au chapitre rayonnement donc, nous pouvons lire : " la politique de présence et d'influence (sic) de la France sera renforcée par la mise en œuvre de moyens supplémentaires (re-sic). Le programme Eiffel (...)sera porté à 100MF (+15MF). "

Les moyens consacrés à l'action audiovisuelle quant à eux atteindront la modique somme de 1.078 milliards (+10MF pour l'action de TV5 dans les pays arabes). 10MF seront débloqués pour financer l'adaptation (à la française) de l'offre télévisuelle du Maghreb et du proche Orient. La réouverture de centres culturels (francophones evel-just !) en Algérie ne coûtera quant à elle que 6MF.

L'ensemble des crédits concourants au financement de la francophonie s'élève à 237, 3MF en 2001) Dites, ça

fait combien d'écoles-Diwan-qui-volent-les-sous-de-l'éducation-nationale-française tout ça rien que pour le bonheur et la petite joie bien égoïste de rayonner sur le monde ?

Mais ça n'est pas tout ! Le réseau scolaire français à l'étranger accueille 240 000 élèves dont 160 000 élèves étrangers. Ce réseau " unique au monde, que seule (la France) a été en mesure de développer (...) correspond à une ambition : contribuer, par la scolarisation d'élèves étrangers, à la politique culturelle extérieure de la France ". Tout est dit.

Ce réseau comptait en 1999, 269 établissements scolaires répartis sur 125 États.

Le budget pour la rémunération du personnel (inspecteurs, gestionnaires, enseignants...) avoisine les 2 milliards de francs.

Comme la France est assiégée par la langue anglaise au point d'en changer l'article 2 de sa constitution (ce qui sert au passage à justifier l'interdiction de nos langues !) et d'imposer des cotas musicaux francophones (C'est vrai que depuis que je comprends les merdes qui passent à la radio j'ai définitivement tourné le bouton ! Merci !), son ministère des affaires étrangères propose de grands axes en politique audiovisuelle extérieure :

- " Il nous faut accroître de façon significative l'exportation des produits cultu-

(Suite page 6)



(Suite de la page 5)

rels français, et notamment de la part des programmes français sur les antennes des télévisions étrangères ”

- “ Encourager l’internationalisation des entreprises audiovisuelles françaises, et notamment la présence de chaîne sur les réseaux câblés et les bouquets satellitaires étrangers (...).

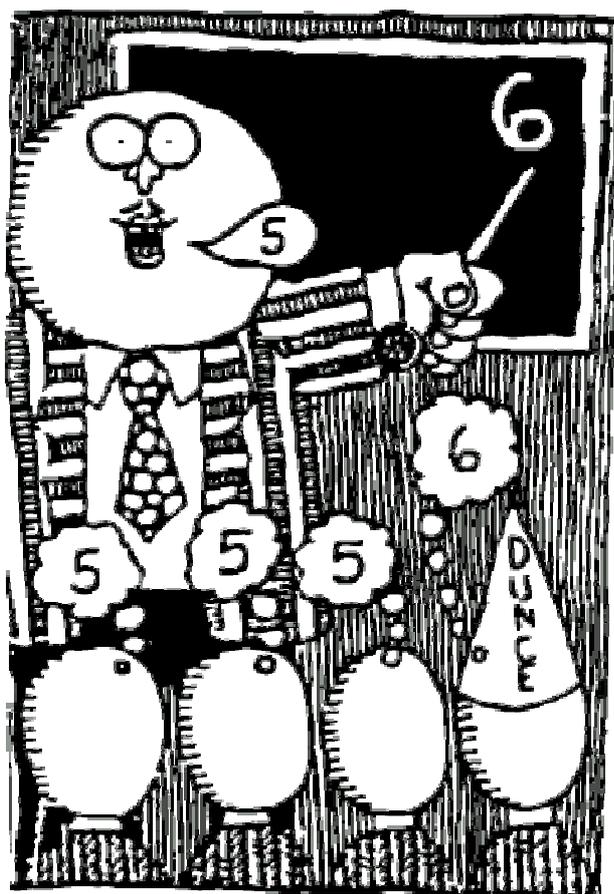
-Assurer la présence mondiale de programmes français **et en français**, à travers TV5 et RFI. ”

Oui, vous avez bien lu : la France compte exporter ses productions affligeantes et débilantes sur toute la surface de la planète et en français !!

Au vu de cette politique expansionniste, on a de plus en plus de mal à ne pas penser que l’éradication de nos langues s’est faite moins pour nous élever que de régner en maître d’un point de vue économique. L’argument culturel n’est en effet qu’un fauxsemblant. La francophonie c’est avant tout le capital et un rapport de force, comme nous le rappelle J. Leclerc : "Quand les groupes discutent de politique linguistique, qu'ils en soient conscients ou non, c'est en même temps le pouvoir social et le pouvoir économique qu'ils négocient".

Acte 4 : Ne pas faire le jeu de l’État

"Enseignement public général de la langue d’ETAT plus arme psychologique de négation : nous avons là l’arsenal moderne permettant l’éradication complète, rapide et volontaire des lan-



gues minoritaires, quelles qu’elles soient. C’est l’arme propre, qui ne laisse pas de trace : la bombe à neutron du linguicide". Ignorer crânement l’ampleur des dégâts, aussi bien psychologiques que sociaux, ou bien continuer de voir en ces langues, des langues "qui ne servent à rien" c’est **devenir un mailion actif** de la chaîne ethnocidaire et accompagner des langues et des cultures vers une mort certaine pour finalement privilégier volontai-

rement ou non un pouvoir économique dominant. Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas, en tant que libéraux aller en ce sens.

Nous ne pourrions pas partir sur des bases saines et justes si nous ne tentons pas de ré-

parer les dégâts infligés par un État que par ailleurs nous exécrons. Nous ne pourrions pas bâtir de société égalitaire en analysant ce préjudice comme consommé, et son compte réglé une fois pour toute (pensant ainsi éluder la question), ou alors nous ne valons guère mieux que cet État. Une langue en voie de disparition ne mène pas vers l’universalisme auquel nous tendons, mais bien au contraire à un regain de tensions compréhensibles et inévitables. Peut-

on blâmer un individu ou un peuple refusant d’être dépossédé de son moi le plus profond par la force ou la perfidie ? Alors finissons-en avec les hiérarchies entre les langues, bannissons notre discours utilitariste. Soyons humains dans toutes nos diversités, dans toutes nos richesses et qu’enfin nous partageons ce qui, finalement, appartient à tout le monde.

FabrIs IskIs

Plate-forme fondatrice de la Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire

De part leur culture spécifique, leur histoire, leurs langues, leur sentiment d'appartenance commune, le Breton/nes constituent un peuple. Tout peuple a le droit d'exister en tant que tel. Nous sommes donc pour l'indépendance de la Bretagne, afin de prendre notre avenir en main, de développer nos langues et notre culture et de réparer les dégâts infligés par le colonialisme français : acculturation, perte de nos langues, dépendance totale à l'État... Nous voulons être acteurs et actrices de notre histoire.

La France telle qu'elle nous est présentée n'existe pas. Sa conception nationale occulte notre identité en dépit des principes sur lesquels elle est soi-disant fondée. C'est un projet politique d'uniformisation, d'asservissement des peuples et de centralisation des compétences. En Bretagne, comme ailleurs, l'État français s'est toujours comporté en État colonialiste :

- Économiquement (pêche, agriculture, industries...)
 - Socialement (ANPE, P.A.R.E...)
 - Politiquement (centralisation, des pouvoirs et prises de décisions à Paris sans consultations locales...)
 - Militairement (JAPD, répartition calculée des forces d'occupation...)
- ainsi que dans tous les autres domaines (choix énergétiques, éducation...).

Nous sommes internationalistes.

En cela nous sommes solidaires des autres peuples en luttes (sociales ou de libérations nationales) et nous sommes conscientEs qu'une lutte pour une Bretagne libertaire ne peut se concevoir que dans une lutte au niveau mondial. Dans cette perspective, le combat breton constitue une étincelle pouvant entraîner d'autres, en particulier dans les luttes d'émancipation qui sont un réservoir potentiel de changements sociaux radicaux.

En ce qui concerne les langues, le peuple breton, suite à la politique linguicide et uniformisatrice française, parle maintenant français dans son ensemble. Nous ne sommes donc pas contre la langue française, mais le breton et le gallo doivent reprendre la place qu'elles ont perdue dans la société civile, l'éducation, la presse... Nous sommes pour une société plurilingue où toutes les langues issues de l'immigration ont leur place sans exclusion.

Libertaires.

Nous nous inscrivons en continuité du mouvement d'émancipation sociale né avec la Révolution Industrielle. Pour nous, la libération nationale ne peut se faire sans une libération collective et individuelle. Cependant, nous ne privilégions pas un terrain de lutte plus qu'un autre.

L'Etat, contrairement à ce qu'il insinue, est un outil qui va forcément à l'encontre des peuples et des individus.

Prendre ses affaires en main, c'est ne pas laisser quelqu'un d'autre (élus, flics, préfets...) décider à notre place. Que ce soit pour des questions de société, d'économie, de relation internationale, d'écologie..., ou pour le quotidien où les lois sont l'instrument répressif qui empêche l'individu/e de décider ce qui est bon pour lui/elle. Nous sommes donc pour un fonctionnement qui part de la base : assemblées de villages, de communes, de groupes affinitaires, de pays, où chaque individu/e peut s'exprimer et chaque idée être débattue entre tous/tes pour arriver à un consensus, afin de prendre en compte les intérêts de tout le monde sans exclusive.

Jusqu'ici tous les modèles que l'on nous a imposés ont été un échec (capitalisme, socialisme de l'Est, démocraties électoralistes...). Il est donc temps d'imaginer et de construire une société nouvelle sur des bases humaines et collectives, et non spéculatives et autoritaires.

Une Bretagne libertaire est résolument anticapitaliste, anti-autoritaire et antifasciste. Parce que la loi des marchés ne profite qu'à une poignée d'individu/es qui exploite le reste de la population et les ressources naturelles, nous sommes contre toute forme de patronat et pour la ré-appropriation des outils de production par ceux et celles qui cherchent à mettre en place l'autogestion, et produire uniquement le nécessaire. Cassons la logique productiviste qui n'a pour but que le profit !

L'uniformisation culturelle des peuples répond au besoin de standardisation et de contrôle de la consommation par les exploiters. Cette logique ouvre la porte à l'intolérance.

Pour nous l'indépendance est synonyme d'ouverture envers les autres. Pas question d'instaurer des frontières et de rejeter l'autre. La Bretagne est multiple et multiculturelle, et nous sommes conscient/es que c'est par cette mixité culturelle que les peuples avancent. Nous sommes contre toute forme de chauvinisme. Être Breton/ne ne signifie pas forcément être né/e en Bretagne ou porter un nom breton. Être Breton/ne, cela peut être choisir de participer à la vie collective bretonne, aux initiatives et aux décisions, être présent/e dans les assemblées.



CBIL



De retour du FRAP (festival de résistance à l'agression policière)...

...je m'en vais vous ra- conter.

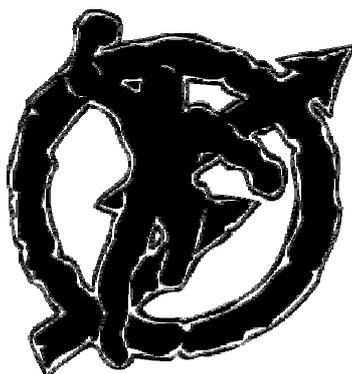
Arrivé à 10 heure dans le Trégor insoumis (An dreger di-suj ; -) avec dans l'optique de débarquer dans un squat festif, je me trouvai nez à nez avec deux acteurs de ce festival : des policiers. Bref, il me fallut me rendre à l'évidence : le squat de la clinique n'était plus. Victime d'une ordonnance d'expulsion, il était désormais fermé, les squatteurs ayant prit la décision de se retirer pour préserver le festival.

Il me fallut réaliser alors que, petit festivalier, j'étais perdu dans Guingamp. La force policière ayant fermé le squat, je n'avais pas d'autre point de chute. Repéré par des trégo-rois, je fut vite repris dans le sillage de l'ouverture d'un nouveau squat temporaire sur la commune de Pedervec (à côté de Bégard), dans un entrepôt ARMO jouxtant la 4 voies Guingamp-Lannion. Dès le premier soir, des réunions se déroulèrent en particulier concernant la manifestation du lendemain.

Le samedi, en effet, la manifestation s'annonçait tendue, nous offrant un bel exemple de l'agression policière que nous entendions dénoncer. En fait ce fut plus les CRS qui manifestèrent que nous : plus nombreux et parfois plus déterminés, ils donnèrent le rythme à la manifestation, ce qui n'empêcha pas l'expression libre sur les façades des banques et autres ex-

ploiteurs.

Sournoisement, profitant du rallye urbain dans Guingamp, la censure contre le FRAP continua : après l'expulsion, le sape de la manif, ce fut l'électricité qui fut retirée. EDF est passé par là... Le soir venu, il fallut donc que quelques courageux, sous la pluie, se réapproprient l'électricité nécessaire au concert en rebranchant le squat



sur le poteau. Vers une heure du matin, le seul groupe restant assura l'animation avec panache. Et ensuite, je ne sais pas... Évacuation du stress, défoulement nécessaire, ou amusement sincère... Fruits pourris puis cagettes volèrent au dessus du bar en une épique bataille : tout y passa entre les assiégés du bar et les assaillants qui avaient monté une éphémère barricade. Un bon moment de rigolade !

Il faut dire qu'entre-temps, deux voitures de la maréchaussée venues s'inquiéter des soucis d'électricité avaient sagement été reconduites au bout du chemin ; rien que de les voir, évidemment, dans le contexte, ça énerve.

Le dimanche fut plus calme à l'exception de la reconduite similaire d'un camion d'EDF. Réunions, théâtre (avec la performance très appréciée d'une camarade de l'Aveyron) précédè-

rent une soirée "Chants révolutionnaires".

Mais le FRAP n'était pas encore fini bien que le lundi matin vit la clôture du squat. Il restait encore le procès, occasion d'une nouvelle et énième agression policière. Les CRS avaient bien entendu précédés les squatteurs et le soutien. Ils purent commencer les provocations : "Tas de merdes,..." bref du grand répertoire policier avec toute la littérature et la culture que cela suppose. Seulement cela ne leur suffisait pas : refus de laisser passer les inculpés, coups sur les dits inculpés, insultes, menaces... Jamais le FRAP n'avait eu autant sa raison d'être.

Et voilà, malgré tout cela, je ne regrette en rien d'y être allé, et s'il fallait y retourner alors...

OLC

TREGOR ENCORE...

Nos camarades squatteurs seront fixés sur leur sort le 25 mars. Le procureur ayant requis de la prison ferme, il convient de rester vigilant et de conserver notre soutien et notre motivation intacte. Après l'agression policière voici venu le tour de l'agression judiciaire.



Coup de gueule

Je commence à prendre conscience de la puérité de mes idéaux libertaires. En effet, grâce à de magnifiques démocrates, de Chevènement à Boutin, en passant par les preux soldats du nouveau monde, partis pour fendre l'hérétique dans de lointaines contrées sauvages, j'ai pu voir à quel point je ne fus qu'un chevelu rétrograde. Pire encore, derrière une apparence pacifiste, se cachait un cœur de nihiliste désireux de voir les pires sujets de Satan œuvrer à leur guise.

Ma prise de conscience a commencé l'année passée, on fêtait alors les dix ans de l'abolition de la peine de mort. Je l'avoue, non sans une grande honte, j'étais encore il y a quelque mois un farouche opposant à la peine capitale. Je feignais machiavéliquement de dénoncer la barbarie d'une société qui

éliminerait physiquement les éléments perturbateurs qu'elle a elle-même créé. J'affirmais, à qui voulait bien l'entendre que cette peine n'a rien de dissuasive, que la criminalité est aussi élevée dans les états pratiquants la peine de mort que dans les états l'ayant aboli.

guillotine, je souhaitais voir la France envahie par une horde de pédophiles assoiffée de meurtre. Voilà ce qu'il m'a fallu entendre. Voilà le type de discours que nous sommes obligés d'écouter. Les défenseurs du crime institutionnalisé ont trouvé un nouvel argument :

leurs opposants ne souhaitent que voir se développer le crime. Pour se dédouaner de leurs penchants sadiques, ils projettent leurs cruautés sur les autres. Et pour ce, ils citent sans cesse le crime le plus choquant : la pédophilie. Il y a finalement quelque chose de malsain, voir de pervers, dans ces méthodes de propagandes, surtout quand on sait quelles viennent souvent de personnes se réclamant du catholicisme. Il s'agit de faire passer les "anti-peine de mort" pour des monstres, de manière à décrédibiliser les idées véritablement démocrates.

Cette méthode est présente dans tous les domaines de la politique. Si l'on écoute la mère Boutin par exemple, un chirurgien pra-

(Suite page 10)



J'ajoutais le problème de la non-réversibilité de la peine, et donc, la possibilité de tuer un innocent. Heureusement que les tenants de la peine de mort m'ont ouvert les yeux, leurs apparitions télévisuelles ont été mon salut politique. Je n'étais qu'un salaud, en m'opposant à la

(Suite de la page 9)

tiquant l'IVG est un assassin, un terrible meurtrier, quelles que soient les circonstances sociales entourant la naissance qui aurait pu avoir lieu. Il est donc plus cruel d'interrompre une grossesse mal engagée, que de faire venir au monde un enfant mal formé ou condamné à être abandonné ou désiré ni d'aucun père, ni d'aucune mère. Une vie désastreuse vaut mieux que pas de vie du tout, et penser le contraire est être un criminel potentiel.

De la même façon, les bons penseurs nous ont montré comment, s'opposer à l'intervention militaire en Afghanistan, était se satisfaire de l'existence d'un régime intégriste. Finalement, en extrapolant un peu leur propos, on pourrait en conclure que les anars pacifistes ne sont jamais que les défenseurs des gros fachos. Bon dieu, à quel point avons-nous pu être criminels en nous opposant aux bombardements sur des populations civiles. Il est tout de même troublant, à ce sujet, de se rappeler comment les moralistes d'aujourd'hui ont pu faire la sourde oreille pendant si longtemps, alors que les méchants gauchos

s'inquiétaient de la situation afghane.

Aujourd'hui que les élections arrivent, c'est encore ce type de propagande qui va régner. Chevènement a choisi l'insécurité comme cheval



CORBO.

de bataille. Et malheureusement ça marche. Que l'on dise que l'insécurité est liée à la misère, à la polarisation sociale ; que l'on dise que le thème de l'insécurité n'est qu'une excuse pour accentuer le flicage ; que l'on dise que le tout sécuritaire est à terme une atteinte aux libertés individuelles ; alors on deviendra un dangereux laxiste désireux de voir la délinquance détruire la société.

Voilà donc comment on détourne les idéologies alternatives, en les transformant en leur inverse. Cette tendance est tellement forte qu'elle est même présente dans le langage, et l'on sait

l'importance du langage : Anarchie devient synonyme de chaos, de bordel, les tiers-mondistes, les internationalistes, bref les vrais mondialisations deviennent des anti-mondialisations rétrogrades.

Mais tout ceci permet de poser une question : si nos opposants n'avaient pas conscience de la sincérité et de la justesse de nos valeurs, pourquoi passeraient-ils leurs temps à nous faire passer pour le contraire de ce que nous sommes ?

CORBO

Collaboration étroite entre les flics et la Ré-éducation nationale française

Marc Debene, recteur d'académie et Pierre Antonmattei, directeur de la formation à la police nationale ont signé une convention de partenariat. Ce qu'il en résulte ? Au niveau Bac, le lycée pourra vous proposer de passer un an à préparer le concours de gardien de la paix (des riches). Et voilà nos bonNEs petitEs lycéENNEs, pour un peu qu'ils ne savent pas encore quoi faire, prêtEs à faire la navette entre un lycée professionnel et l'école de police. Le manque de vocation se faisant ressentir, voilà qu'ils débauchent lycéens et lycéennes.

En cas d'échec ? Ils ont tout prévu ! " les jeunes ne sont pas abandonnés. L'éducation nationale (française) les prend en charge une année de plus pour les former aux métiers de la sécurité du secteur privé " nous rassure Pierre Antonmattei. Quelque chose me dit que les bavures vont être nombreuses ces prochaines années.



Stand up Bécassine !

Égalité. Ce mot, suivant qui le prononce prendra diverses formes. Les libertaires l'utilisent volontiers, les défenseurs d'une culture menacée également, et ceci jusqu'aux nostalgiques de la troisième république, autoproclamés souverainistes pour au moins se différencier du FN ou du MNR.

L'égalité sert toutes les causes, mais surtout des buts bien différents.

L'égalité à la sauce jacobine = communisme à la sauce bolchevique

En Hexagonie, on emploie souvent le mot égalité, mais il est remarquable que ce terme serve le plus souvent à refouler toute revendication échappant au moule uni formateur républicain. L'égalité est alors brandie comme réponse glorieuse à tout particularisme, qu'il soit sexuel, national... Les femmes demandent-elles une réforme de la langue française qui tienne compte de leur sexe, les bretonnes crient-ils/elles très fort le désir de voir leurs langues reconnues, qu'on leur oppose l'argument d'une dérive communautariste allant à l'encontre de la sacro-sainte égalité.

Et bien de l'égalité parlons-en. Prenons l'exemple d'une entreprise banale, où les hommes et les femmes qui y travaillent doivent, pour espérer gagner un peu plus, montrer qu'ils/elles sont, oh ma foi, de bonnes travailleuses/euses, et ainsi être bien notés. Une

femme s'arrête 6 mois pour congé maternité. A son retour, elle apprend qu'elle ne sera pas augmentée car son patron n'a pas pu l'évaluer (sic) pendant ces 6 mois. Cette femme engage une procédure pour discrimination sexuelle, ce qui l'em mènera jusqu'en cassation. Elle perdra, au prétexte qu'elle est égale à ses collègues (masculins) qui ne pourraient

rester. L'égalité ne consiste pas à ce que nous soyons de la même taille, de la même couleur... mais bien veiller à ce que n'éclate aucune inégalité sociale par ex., tout en veillant à ce que son application reste réaliste et ceci en tenant compte des spécificités qui rendent cette vie...vivable. Un homme ne sera jamais enceint, donc il est absurde de proclamer un



pas eux non plus, être évalués s'ils étaient absents pour maladie, formation etc. Mais peut-on précisément en matière de maternité parler d'égalité ? Peut-on alors s'en prévaloir si elle se transforme en discrimination ? Tout ce qui brille n'est pas or, et tout ce qui se réclame de l'égalité n'est pas forcément égalitaire et libérateur, voire libertaire !

Je suis moi avec tous mes défauts, toutes mes qualités, tu es toi avec toutes tes différences. Je suis une femme, tu es un homme. Je suis bretonne et je parle breton, tu es français. Toutes ces différences nous empêchent-t-elles d'être égaux ? Non, mille fois non.

Le danger ne vient pas de nos différences mais de l'antagonisme qui naîtrait du refus de me voir comme différente et de me contester mon choix de le

droit identique à tous/tes sans tenir compte, dans cet exemple précis du moins, du sexe des protagonistes. Qu'unE bretonNE parle breton, et soit éduqué dans cette langue ne bouscule pas la vie des francophones, sauf si ces francophones y voient une atteinte à la grandeur et au rayonnement de leur langue. Mais ça on s'en fout, c'est une notion impérialiste que nous n'avons pas à soutenir et qui surtout n'a rien à voir avec l'égalité.

Bref, tu l'auras compris : ne nie pas mes différences, ou alors ne t'étonne pas qu'un jour Bécassine se rebiffe et t'envoie un bourre pif bien égalitaire pour te rappeler que les machos, les colons, les racistes : NO PASARAN !!!

Emma Hillson



Avis aux gens du dessous !

En Francilie chérie, il est de notoriété Nationale que l'on se fout bien des attentes provinciales vis-à-vis des médias (France 3 on en reparlera plus tard). Les besoins de la plèbe ça se calibre, c'est comme l'air des chiottes, ça se conditionne. Ainsi nos grands frères parisiens nous renvoient par les ondes, les images de leurs ingérences intellectuelles, culturelles et cultuelles. Ici devrait agir la "censure", celle qui "protègerait" nos âmes de la débâche d'émissions insalubres ; et qui surtout délocaliserait, décentraliserait les productions et les sujets des médias...

Mais pourquoi c'est-y donc que ces braves médias y s'intéressent pô aux "proprement dites" cultures minoritaires hexagonales ? Ben moi j'dirai qui n'auraient rien à gagner dans une diversification des attentes culturelles, sociales et linguistiques. Ces braves plumitifs en chef font leur œuvre de député jacobin. Il ne saurait être question qu'ils regardent ailleurs que vers eux et la Francilie, pour donner la dose de lobotomie quotidienne à des hommes qui pour la plupart rentrent H.S. d'un boulot aliénant.

Nous savons depuis fort longtemps que l'État n'est plus seul à mener sa politique jacobine ; se joignent à elle les forces dirigeantes émanant de la sphère supérieure, d'un espace en un hexagone scellé. Il n'est donc pas injuste de parler d'un nouveau type de censure, puisque à défaut d'être bâillonné, le message initial se retrouve noyé dans la mélasse. C'est de ce surplomb parisien que l'on jette nombre d'idées reçues ou périmées. Pour tout de même parler de France 3, la nationale, nous

pourrions de la plus grasse manière qui soit nous gausser devant le navet TV du samedi soir. Voilà une chaîne qui a une étonnante approche de la ruralité typique, dressant en mouvement, l'image d'Épinal de l'universel paysan français. Celui-ci ne nous parlera évidemment pas de ses racines, ni de l'histoire de son pays, si tant est que l'on sache où il vive.

Et pendant ce temps, dans les écoles françaises républicaines, on fait de l'histoire... et surtout de la géo, car ça pose moins de problèmes. En histoire, avant que l'on puisse louablement parler d'une société française homogène (celle dont la moitié ne savait pas le français à l'orée de la révolution de 1789), il est question d'une sorte



d'apologie des plus gros bouchers que la terre ait porté...au nom de l'État. Et quand il s'agit de savoir précisément ce qu'est un peuple, *a contrario* de ce que représente l'Etat-Nation, dans lequel nous sommes baignés : nous voilà bien dans la pâte (du patriotisme).

Enfin, enfin Il y a en cette période bon nombre de questions qui m'interpellent. La première, et non des moindres, comment cautionner le vote aux présidentielles?

En effet, cette pratique encore en vigueur, qui nous dit qui vénérer pendant cinq longues années, ne me donne en aucun cas l'impression que les rapports de forces dont je parlais puissent en un ou deux tour changer. Mais ce rituel, saint rayonnement d'une antique constitution ne souffrirait pas d'être employé pour autre chose que pour servir la république, pas les spécificités intrinsèques des peuples constitutifs de l'espace hexagonale.

Mais le vote est fait pour "décider". Si, si. Et il faut le faire pour que personne ne le fasse à ta place.....quelle boutade ! Voilà encore une activité dont l'État n'use que pour célébrer son propre culte. Il est de ces us entretenus pour assoupir les angoisses de la plèbe qui a besoin de se sentir peser dans la forme que prend notre nouvelle noblesse, classe dirigeante, ou appelez ça comme vous le souhaitez. Elle se leurre. Elle devrait être la première des bouffonnes de Canal +, elle qui ose élire ces guignols, ceux-là même qui représentent ce fameux pouvoir populaire sur le Divin-Etat. Ah il est bô le vote en France... mais la confiance qui lui est portée est à la baisse. N'eo ket strikt, un petit coup de propagande et c'est reparti. Allons bon, l'avènement du prochain monarque est attendu comme la naissance d'un

enfant (merveilleux !), alors nous ne serions que des irresponsables en ne nous occupant pas de le reconnaître, en tentant de lui donner un nom. Jospin ? et pourquoi pas Chirac ? Chirac c'est bien aussi... Et hop ! Allons-y pour Josrac, ou Chispin.

[IÂN]



Un autre point de vue du Pays Basque. (Un petit pays de 3 millions d'habitantEs)

Bilan de l'année 2001.

- 722 arrestations
- 234 personnes en isolement, (jusqu'à cinq jours)
- 95 dénonciations des tortures, (plus celles qui ne sont pas dénoncées)
- 59 blessés lors de manifestations
- Des passages à tabac innombrables
- 428 arrestations faites lors de manifestations.
- 568 prisonnièrEs politiques basques.
- Plus de 2000 réfugiéEs politiques

· Des illégalisations depuis 1998 :

- Le bureau politique du parti « Herri Batasuna »
- EGIN : journal et la radio
- EKIN : organisation pour le regroupement des associations de la gauche abertzale
- XAKI : bureau qui travaillait au niveau international
- HAIKA : le mouvement de la jeunesse indépendantiste révolutionnaire.
- GESTORAS PRO AMNISTIA : le mouvement pour le droit des prisonnièrEs politiques dénonçant les cas de torture etc.
- ARDI BELTZA : revue d'investigations journalisti-

ques

· Et en plus, ils ont essayés d'illégaler.

-AEK : école d'alphabétisation de la langue basque pour adultes

-JOXEMI ZUMALABE : association qui regroupe tous les groupes et mouvement du Pays Basque (comme l'association de joueurEs d'échecs, associations religieuses, ou libertaires.)

-ZABALTZEN : entreprise



de diffusion de livres basques

-Sont passés aussi devant le juge, la présidente du journal Gara et le président d'Egun-karia.

· Il y a une semaine, le juge Garzón, (de nouveau), vient d'illégaler le nouveau mouvement de la jeunesse indépendantiste révolutionnaire : SEGI, ainsi que la nouvelle association pour le droit des prisonnièrEs politiques basques : ASKA-

TASUNA. L'illégalisation est justifiée aux yeux du juge car pour lui ces organisations ont le même but que les anciens groupes précédemment illégalisés (Haika et Gestoras).

C'est-à-dire qu'à partir de maintenant, on n'aura le droit de rien légaliser, ni « pour les prisonnièrEs politiques basques », ni « pour la jeunesse basque ». Tout ce qui parle de ces revendications, (manifs, rassemblements, associations, affiches etc.) sera illégal.

C'est « l'État d'exception démocratique »!
argibidea@euskalherria.vilaweb.com

Le breton langue internationale !

En surfant sur internet, et plus précisément sur des vagues libertaires, vous aurez l'agréable sensation en arrivant sur le site d'Unité Libertaire Internationale d'une véritable bouffée d'égalité linguistique. Non, nous ne rêvons pas, le breton y trouve sa place normalement, aux côtés de langues d'États (reconnues, donc vraies) telles que le castillan, l'anglais, le portugais, le chinois, le français, le néerlandais... Bien sûr, cela ne s'est pas fait sans heurts, mais le principal n'est-il pas de voir que des libertaires à travers U.L.I. tiennent enfin compte autant de l'égalité linguistique que de n'importe quelle autre ?

Un petit reproche cependant : comment se fait-il qu'à l'heure où j'écris ces lignes, l'espéranto, qui sert tant l'argumentaire internationaliste, n'y ait pas sa place ?

<http://unitelibertaire.multimania.com>



Le féminisme, Les luttes de libération nationale, sont-elles solubles dans la lutte des classes ?

“ Deux fois prolétaires parce que breton, le Breton ne sera aussi révolutionnaire que breton ”. M. Lebesque
“ La femme et le travailleur ont tous deux ceci de commun qu'ils sont des opprimés ”. Bebel

Rendre les femmes dépendantes fut la première tâche de l'homme pour pouvoir mieux l'asservir. L'homme devint le “ protecteur ”, celui contre qui l'on ne peut aller sans y perdre de plumes, ou son confort. Les bretonNEs auront le même sentiment d'allégeance vis-à-vis de l'État français : c'est celui qui leur donne du travail, qui les éduque... sans se poser la question pour les unes comme pour les autres qu'ils/elles n'ont tout simplement eu le choix ou la possibilité de forger leurs propres outils de création, d'expression, de travail. Elles/ils se retrouvent de fait, acculés à rendre l'hommage lige à leur pourvoyeur de ressource et finir par trouver cet état de fait relativement normal. Les Bretons furent déclarés “ deux fois français ” par le gouvernement français de 1919 car ils versèrent plus de sang que n'importe quel hexagonal lors de la première guerre

mondiale. Les monuments aux morts, scandaleusement biens fournis et remplis en Bretagne sont érigés comme autant de pense-bêtes quotidiens : “ Votre sacrifice ne fut pas vain : votre sort est définitivement mêlé à celui de la France ”.

Mais ne pas se révolter, autant pour les femmes que pour les bretonNEs, c'est alors choisir le chemin le plus facile, le moins semé d'embûches, le moins contraignant. On laisse son destin entre les mains de l'autre, l'homme ou le colon. Les problèmes existentiels n'existent plus. Certains ont choisi le chemin inverse. Celui qui laisse des marques, sinueux, en butte aux mo-



queries de ceux et celles qui ont décidé de ne pas lutter, un chemin où l'on prend beaucoup sur soit. Mais ce chemin, aussi difficile soit-il reste celui de la liberté. Les femmes ont appelé cette route “ féminisme ”, les autres, “ lutte de libération nationale ” ou “ indépendantisme ”. Ces deux luttes parallèles parfois convergent, ou se mêlent au

gré des conflits, des conjonctures.

La naissance du féminisme, des luttes de libération nationales... commence par une prise de conscience, la conscience d'un paternalisme qui n'a que trop duré.

La colonie germe sous nos cranes, les flics sont dans nos têtes

“ Il est à propos que le peuple soit guidé et non pas instruit : il n'est pas digne de l'être ”. Voltaire

Pour affirmer sa supériorité, le maître déprécie, rabaisse, impose son image : la femme devient puérile, frivole, bavarde, dépendante, le Breton quant à lui est têtu, alcoolique, bon chrétien. Les années passent et ce discours est intégré, digéré, jusqu'à en devenir réalité. Simone de Beauvoir nous le fait remarquer : “ Quand un individu ou un groupe d'individus est maintenu en situation d'infériorité, le fait est qu'il est inférieur ”. Et voilà femmes et bretons qui gaiement finissent par devenir ce que leur bon maître veut qu'ils/elles soient. Ces mêmes femmes, ces mêmes bretonNEs deviendront même les gardienNEs de leur propre aliénation. N'y a-t-il pas pire antiféministe qu'une femme elle-même ? Leur aliénation leur procure, il est vrai, quelques avanta-

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

ges : le chien apprivoisé n'aura plus à chasser pour se nourrir, même si, en échange, il aura droit à une belle laisse limitant tous ses mouvements.

Mais peut-on en vouloir à ces hommes et ces femmes ? Après tout, l'histoire des femmes a largement été écrite par les hommes, celles des bretonNEs par la France et ses valets, les colonisés qui s'ignorent. Les mêmes qui assez bien moulés dans leur identité toute neuve, s'évertueront à ethnocider le dernier rempart de leur intégration définitive, comme ces bribes éparses de culture indigène : leur propre culture. "Je suis français moi" m'entendais-je attaquer alors qu'aucun dialogue n'avait encore été engagé. Ce qui justifiait une telle colère, et une telle assurance ? Un bout de papier qui avait le malheur d'être bilingue. Entendez : breton-français. Afficher la langue bretonne, sa langue, au vu de tous et toutes suscitait chez ce breton un sentiment de rejet total : ce bout de papier écrit dans la langue des vaincus lui rappelait simplement qu'il n'était pas de la race des maîtres, des gagnants, des champions du monde de football... La faire disparaître même symboliquement revenait à faire disparaître les stigmates d'une tare supposée.

Combien de fois n'avons-nous pas entendu un " comment ? De quoi les

femmes se plaignent-elles ? Habitent-elles en Afghanistan ? Quoi, les bretonNEs se rebiffent ? n'habitent-ils/elles pas le pays des droits de l'HOMME ? en Démocratie ? " Ces mesquineries ne sortent pas toujours de la bouche de ceux et celles que l'on croit. Et certainEs frères et sœurs de lutte après nous avoir cloué le bec de cette manière, s'en vont ensuite se gargariser de luttes sociales...

Car oui, en matière de féminisme, de lutte de libération sociale, pour ces gens, nous habitons en démocratie, en terme de lutte sociale, ce même pays devient pour eux une véritable dictature.

Mais, en plus elles parlent ! (et pas toujours en français)

Les hommes se sont accaparés toutes sortes de prestiges. Ce sont les prix Nobel, les inventeurs célèbres, les peintres célèbres... et même les matières où sont remisées les femmes, telles la couture ou la cuisine, leur sont volées par les grands couturiers, les grands chefs.. Les femmes sont des bonnes à rien, on vous l'avait bien dit ! Et que dire de Marie qui même pas fichue de fournir se retrouve quand même enceinte...d'un gars qui sera l'alibi parfait d'une secte qui évincera systématiquement les femmes de toute décision, de tout savoir ! Celles qui en savent un peu trop finiront sur un bûcher.

Les antiféministes, les anti-indépendantistes nous objecteront alors quelques grammes de réussites sensés gommer les tonnes d'injustices : unetelle n'a-t-elle pas accédé à la célébrité ? Ne peut-on pas passer le breton au bac ? Oui et alors ? Les femmes sont-elles suffisamment représentées dans la société ? Combien de femmes sont-elles à prendre des décisions ? La langue bretonne est-elle officielle ? Pourquoi devrions-nous vivre notre moi, ce qui nous construit, d'une manière facultative ?

Nous ne voulons pas d'un peu de lest, ni d'un aménagement de nos droits et libertés. Une laisse qui passe d'une longueur de deux mètres à dix mètres restera une laisse. Nous nous sommes déjà débarrassés de notre muselière, nous nous déférons de nos dernières entraves.

Monopoliser la lutte des classes

Par exemple, les luttes régionalistes, que ce soit l'Occitanie ou la Bretagne, qu'on ne doit pas considérer comme du folklore, mais auxquelles il faut restituer leur vraie dimension, qui est une dimension sociale ; elles peuvent être liées à un combat politique, mais elles ont quelque chose de très spécifique, de même que notre lutte féministe. S. de Beauvoir

On refuse souvent le carac-

(Suite page 16)



(Suite de la page 15)

-tère social de la lutte des femmes et de celles de libérations nationales. Les tenants de la lutte des classes voudraient-ILS garder le monopole des luttes ?

Les libertaires français reprochent à nos luttes de cacher un chauvinisme dangereux, de receler en son sein une idéologie nauséabonde. Sans cesse nous devons nous expliquer, expliquer à quel point nos luttes ne sont pas celles qu'ils veulent qu'elles soient, en quoi elles ne sont pas incompatibles avec une émancipation sociale, en quoi elles sont complémentaires. Mais, à notre tour posons des questions : Qui peut affirmer que le courant libertaire sera respectueux des femmes, des minorités nationales ? La position de certains anarchistes et de certains mouvements libertaires me feraient penser le contraire. Le mépris parfois affiché pour nos luttes n'a d'égal que leur dogmatisme niveleur. Phalocrates les libertaires ? Jacobins les anars ?

Qui peut oser affirmer aujourd'hui que la lutte des classes effacerait toute domination sur les femmes ?

L'asservissement des femmes par les travailleurs serait-il plus acceptable que celui d'un capitaliste ?

UnE bretonNE doit-il/elle acquiescer lorsque unE ouvrier/ère déclare que sa langue-déchet n'est bonne qu'à rejoindre les poubelles ? Y a-t-il une différence entre traiter une femme de "putain", un noir de "sale nègre", et

unE bretonNE de "sale plouc" ?

"Jamais les théoriciens révolutionnaires n'ont fait pour les femmes ce qu'ils ont fait pour les ouvriers, c'est à dire déterminer les fondements de l'exploitation économique et de la domination idéologique." Ceci est par contre faux pour les luttes de libération nationales...mais à condition qu'elles se déroulent le plus loin possible, sous des contrées plus exotiques de préférence. Le droit des peuples à disposer d'eux-même devient proportionnellement égal à la distance qui les sépare de nous en quelque sorte.

Nous n'avons en effet, aucune gloire, aucune fierté à tirer de notre nationalité, de notre sexe, de notre condition sociale, mais nous devons apprendre à ne plus en avoir honte, et surtout ne pas profiter de sa situation de dominantE, linguistique, sexuelle, de classe, pour opprimer l'autre. Car l'autre n'est pas toujours celui de couleur, l'autre n'habite pas toujours dans les cités HLM. Le dominant lui ne porte pas toujours la cravate.

Des femmes ont dit que le peuple dominé lutte contre l'impérialisme, l'ouvrier lutte contre son patron, la femme lutte contre tout oppresseur. Une lutte des classes occultant les luttes de libération des femmes ou bien nationales reviendrait à accoucher encore une fois d'une monstruosité se parant des atouts du progrès social. Elle

Ganidigezh ur sindikad nevez e Breizh

Ganet eo bet d'an 28 a viz Du 2001 ur sindikad nevez e Breizh, e anv : Sindikad Labourerien Breizh. E sez a zo bet staliet e Karaez., 'ba' Ti Ar Vro.

Ar sindikad-mañ a zo, hervez ar re o deus savet anezhañ, sindikad an holl labourerien e Breizh, ha nompas hini ar vretonec nemetken, evit ar re zilabour, hag war an holl dachennoù.

An abeg pouezusañ marteze evit krouidigezh seurt sindikad atav hervezo, a zo ar fed m'emañ kreizennet pep tra, zoken gant ar sindikadoù. Pep tra a zo divizet ba' Pariz gant n'eus forzh peseurt emsav sindikad. Pep hini a c'hell e verzout dija. Un diforzh braz a zo etre c'hoant al labourerien amañ ha pezh a zo divizet du-hont.

Start eo mont a-enep e sindikad dezhañ/dezhi. Ur skouer frouezhus a zo hini ar SNES Breizh e keñver Diwan. Rediet eo bet dezhañ stourm start a-enep ar SNES Pariz. Ha c'hoazh, damselaouet int bet.

Ur burev a zo bet savet o c'hortoz ma vefe bodet al labourerien gentañ.

Kavet e vez ennañ Dominig Jolivet, kelenner, lakaet da sekretour ; Pierre Folgalvez, war e leve ha Florence Corbic, sekretourez evit ar gevredigezhioù, deuet da defizourerez.

Evit mont e darempred ganto : SLB ,Ti ar Vro – Plasenn Gwirioù Mab Den – 29270-Karaez.

ne serait qu'une lutte inachevée parmi tant d'autres. Cela revient à se crever les yeux pour se conforter dans l'idée que cela n'existe pas. Mais les injustices ne disparaissent pas en les niant. Il n'y a pas d'injustice plus urgente qu'une autre, car ce qui est injuste tue, d'une manière ou d'une autre, et vivants nous le sommes plus que jamais!

LF



De la barre à mine au pain de plastic

Réflexion sur la lutte armée dans un contexte révolutionnaire ou de lutte de libération nationale.

La lutte armée est et restera un sujet difficile à aborder dans les milieux libertaires. Tout d'abord parce que nous n'avons pas tous en tête la même définition de la lutte armée. On rattache effectivement souvent la lutte armée à l'action violente : or selon les principes et les opinions de chacun, la violence peut débiter au crachat à la figure d'un adversaire comme pour d'autres au jet d'un cocktail molotov.

Ensuite, au delà des querelles lexicales, nous n'avons pas tous la même critique (positive ou négative) des opérations de lutte armée ainsi que leur utilité au sein des luttes qui nous entourent. D'inutile et révoltante à importante et révolutionnaire, l'échantillon des considérations que l'on peut lui porter balaye toute l'échelle des sentiments. Et puisqu'il s'agit dans cet article, et c'est important, d'un avis strictement personnel qui donc n'engage que moi c'est à partir de mon point de vue que je vais mener cette réflexion. Il en est mieux ainsi même si cet article doit engendrer des inimitiés militantes.

Je me refuse à condamner la lutte armée en tant que telle. Cet avis amène forcément des questions. Pour moi la lutte armée est un moyen de mener une lutte révolutionnaire et/ou de libération sociale, pas

comme les autres certes, mais qui est souvent lié à un sentiment de révolte légitime, au mépris des états et des classes dirigeantes ou à l'impression que face au mur de brique de l'intransigeance adverse, elle est devenue le seul moyen de faire changer le rapport de force. Des manifestations émeutières à la guérilla, elle a souvent le mérite de mettre en lumière des problèmes que les puissants n'acceptent d'aborder que lorsqu'ils sentent leur pouvoir menacé. Historiquement,

d'ailleurs pas le seul moteur de la lutte armée : En Irlande, la participation de l'Irish Citizen Army, armée prolétarienne, créée par le syndicaliste James Connolly, au soulèvement introduisit la lutte des ouvriers exploités par les patrons britanniques mais aussi par la grande bourgeoisie irlandaise, et permit le ralliement d'une partie de la population à la révolution. Pour l'Afrique du Sud, le problème ségrégationniste a évidemment lui aussi sa responsabilité dans l'appui de la population aux actions armées.

Cependant, ne croyez pas que j'accorde une foi sans limite en la lutte armée car comme TOUT moyen de lutte elle a ses limites, ses pièges.

1. L'isolement : Alors que la lutte armée se doit d'accompagner une réflexion politique, elle finit souvent par prendre les devants. La question militaire devient alors primaire et la question politique annexe. Le groupe risque alors de se couper des besoins et des réalités des populations. Concentré sur la lutte et par sa résultante répression, il ne prend plus le temps de définir des orientations, de discuter et de se concerter. Ne pouvant plus être à l'écoute des attentes de ses supporters, elle finit par se détacher d'eux et vice et versa.

2. L'avant-gardisme : Beaucoup de groupes armés ou de force de guérilla prétendent combattre au nom du peuple. Pourtant, ils ont agi sans concertation avec le peuple en



mais aussi contemporanément, utilisée elle a déjà de ce côté donné des signes d'efficacité. Dans le cas de luttes de libération nationales, on ne peut nier la part qu'ont eu dans leurs pays respectifs l'IRA au début du siècle en Irlande, ou l'ANC en Afrique du Sud. Bien des fois, la libération nationale ne fut

(Suite page 18)



(Suite de la page 17)

question. Leur lutte serait donc celle de 'savants' capables de dire au peuple ce qui est bien pour lui. Le peuple a-t-il besoin d'être pris par la main ? Non, ceux-celles qui luttent doivent être conscients qu'ils le font avant tout en défense de leurs idées et qu'ils-elles ne représentent eux-elles mêmes et ceux-celles qui se reconnaissent activement dans leur combat.

3. Le romantisme révolutionnaire : Loin d'être un atout, l'image parfois acidulée de la lutte armée à tendance à la transformer en mythe et à faire des combattantEs des héros, voire des martyrs en cas de répression spectaculaire. Or ceci tend parfois à attirer à l'action des personnes non préparées et très éloignées de la réalité des



risques engendrés. Il n'est pas glorieux d'être tuéE ou emprisonnéE. C'est pourtant le destin de la plupart de ceux qui s'engagent. La révolution n'est pas un bivouac autour d'un feu mais des souffrances et des peines quotidiennes.

4. Le retournement de situation : Le risque majeur de tout mouvement de lutte reste encore celui de passer du statut d'oppressé à, une fois vainqueur, celui d'opresseur. On veut briser les prisons mais on y enferme ses opposants, on combats les états mais on y ins-

taure un nouveau. Ce phénomène peut d'ailleurs être grandement accentué par les manipulations et les tentatives de récupération par la bourgeoisie qui n'est pas forcément dérangée par les mouvements révolutionnaires dès lors qu'elle peut y trouver son profit.

Réponse ou questionnement face à l'adversaire, la lutte armée se doit de chercher à accompagner une volonté populaire, à équilibrer un rapport de force, à déstabiliser les structures adverses existantes, à résister à une oppression (et ce qu'elle qu'en soit la nature : économique, sociale, militaire, policière...) ou encore à créer les possibilités d'un espace politique nouveau propre à des changements radicaux dans la société. Toutes ces raisons se valent. Et toutes peuvent justifier une lutte (armée ou non). Dans ce cadre, quel que soit le contexte, les cibles deviennent multiples : gendarmeries, commissariats, agences bancaires, cabinets d'huissierEs, Hôtels des impôts, (sous-)préfectures... Les moyens aussi ... Tout en évitant les écueils précités, elle a un rôle à jouer au côtés des manifestations, actions, sketches, tags, affiches, sit-in, journaux alternatifs.

Dans le cadre d'une lutte libertaire nous ne devons pas perdre de vue que ce moyen s'offre à nous comme tous les autres. Et d'ailleurs faut-il le rappeler certainEs anarchistes l'ont déjà utilisé. Libre choix, ou contrainte événementielle, certainEs se retrouveront peut-être à utiliser la lutte armée un jour. Alors beaucoup leur cracheront à la gueule, accompagnant les classes dominantes dans les concerts d'hypocrisie. Moi, je ne sais pas ce que je dirais

Chaundèll Majiq : unn vi-laènn bèstt

Le FBI vient de deveinae un nòvèu godein pór espiae la planètt. Le godein-la a non Chaundèll Majiq (Magic Lantern). Est un Chaevau de Troie : un virus pór la Teill. Chaundèll Majiq antr dan vostr ordri-noèr par la Teill e ergardd an dedan pór prandr lez gimaunt q'il voet. Par après il baylh lez gimaunt-la au FBI. La pand-la-lip-la a desein d'alaè sur tót lez ordri-noèr de la planètt asurfein de demuczae dez " teroristt ". Desfi'óz ! Lez americaèn on de grand oreylh acetórr-ci. M'est-aviz q'ela est poènt normau : lez maucoéfae americaèn (e lez autr etó) n'on poènt le dreit a veni dan vostr ordri-noèr còm ela. Lez Chaevaus de Troie son dez virus e son d'amoéz uzaijae par lez piratt de la Teill ! Veila don de qei se tabutae pór nostr viy privaèy. E faut poènt creirr qe vostr anti-virus demuczera Chaundèll Majiq : hardi dez grand anti-virus (Norton, MC Afee...) son d'agrae do le FBI de faèrr meinn d'éstr co-bornn davaunt la bèstt-la...

mais j'espère que j'aurais le courage de ne pas hurler avec les loups...

Larmes-O-Point





SEVENADUR / COUTEURR

La loi du silence ? de Egin à Gara gant Iban Etxezaharreta

Difenn d'ur gazetenn embann hep prosez, hep barnañ anezhi... Ha daoust hag eñ ne c'hoarvez nemet e broioù pell eus Europa ? Nann, nemet ma soñjer n'eo ket Euskadi ur vro eEuropa.

Koñtañ a ra dimp Iban Etxezaharreta penaos eo bet serret ar gazetenn euskareg Egin (kazetenn dizalc'hour), ha petra zo bet koñtet gant ar mediaoù hag ar bolotikourien a bep liv diwar e-benn goude-se.

Spontus...evel boas.

Embannadurioù Gatzain-95pajenn-5.34 euro an tamm.

La tentation communautaire

C'hoant ho peus c'hoarziñ forzh pegement ? C'hoant ho peus deskiñ penaos e vo distrujet yezh Molière a-drugarez da Z/diwan ? M'hen tou deoc'h kit buan da laer (arabat dispign arc'hant evit-se memestra!) e ti FNAC levr diwezhañ Joseph Macé-Scaron hag e tremenit ur maread eus ar re blijusañ. Ober politikerezh o spontañ an dud, setu program MDC displeget en ul levr a servijo, ur wezh lennet, da lakaat didndan troad ho taol gadal.

Embannadurioù Plon – 133 pajenn- 13.6 euro

La république Xénophobe gant Pierre Jean Deschodt ha François Huguenin

Eus 1917 betek 1939, e anv an dispac'h gall ha kreizennour ma oa deus outi, Republik Bro-C'hall he deus fichennet, lakaet war-evezh, lakaet en toull, digoc'het hag harluet an estranjourien. Savet eo bet enep to ur mekanik a-benn diwadañ anezho hervez al lezenn. Ar gartenn identelezh ivez a servije enep to, evit impli anezho, e-barzh kampoù ar marv. Enepto dreist ar c'homzoù dengar, he deus savet mennozhioù an tu dehou pellañ.

Petra eo bet buhez an Italianiz, ar Boloniz, skarzhet 'maez eus o bro abalamour d'ar baourantez, pe hini ar c'hastellaniz skarzhet kuit abalamour d'ar brezel diabarzh ? pe hini c'hoazh ar juvede a derc'h kuit Alamagn Hitler ?

Petra dalve “ difenn gouenn arc'hallaoued ” ‘ba’ kenou Edouard Daladier pe hini Marx Dormoy ?

Ha penaos e veze implijet fichennaoueg meur René Bousquet gant an nazied ?

Kavout a rit respontoù en ur lenn dielloù sekred an trede Republik. Komprenn a rit perak e oa prest dija ar c'hallaoued da zegemer mennozhioù Vichy.

Embannadurioù JC Lattes. 450 Pajenn – 20.58E



AGENDA

FESTIVAL ENRAGEONS-NOUS !!! ACTE 2 à Brest du 13 au 24 mars 2002

Le festival Enrageons-nous ! est une aventure collective et bénévole coordonnée par le CLAJ (association de jeunes différente et pas pareille agissant autant au niveau international que local) et construite par un collectif d'une quarantaine d'associations locales, nationales et internationales soit une centaine de personnes investies dans l'organisation.

C'est une manifestation qui tourne à l'envers (la richesse pour beaucoup, les sans papiers, les sans logis, les sans savoir mais surtout de monnantes se construisent ici, ail-



part du constat que le monde pour quelques-uns, la misère piers, les sans logis, les sans savoir mais surtout de monnantes se construisent ici, ail-

Côté programmation ça débats avec des réalisateurs, tions, du théâtre sous chapit-24 mars), dans des cafés et apéro-chants/théâtre..., des cafés-citoyens animés par des associations, des débats-citoyens avec des personnalités fortes (artistes, philosophes, journalistes...), des interventions dans la rue avec les gens : peinture, collage, sculpture... et bien d'autres choses encore dans les bars, la maison d'arrêt, les bus...

donne : une semaine de ciné- des journalistes, des associa- teau (Place Guérin du 19 au dans la rue, des concerts, des

LE CLAJ QU'EST-CE QUE C'EST ?

Boîte à outils d'éducation populaire, le CLAJ est une association de jeunes, touche à tout, qui fonctionne sans programme : les projets sont montés par les participants avec le soutien des bénévoles et des deux permanents. Domaines d'action : échanges et chantiers internationaux, actions de solidarité, réseau local d'association bénévolo-motivées (festivals, actions politico-festives, ...), cafés-citoyens à Bellevue. Infos sur : www.claj.infini.fr/enrageons-nous2 CLAJ - 19 Place Napoléon III - Brest (Bellevue) Tel : 02.98.03.03.29 - E-mail : claj@infini.fr

TAOLENN / SOMAERR

P.2 : Edito

P.4 : Le rayonnement culturel français

P.7 : Plate-forme de la CBIL

P.8 : Le FRAP

P.9 : Coup de gueule

P.11 : Stand-up Bécassine !

P.12 : Avis aux gens du dessous

P.13 : Autre point de vue du Pays Basque

P.14 : Féminisme et lutte de libération nationale

P.17 : De la barre à mine au pain de plastic

P.19 : Sevenadur / Couteür